

## «La durabilité doit faire partie du programme législatif»

Les célébrations du 20e anniversaire du «Guide pour les partenariats transfrontaliers de recherche» de la KFPE ont réuni des représentants de la recherche, de la politique, de l'administration, des entreprises et des organisations non gouvernementales. L'Agenda 2030 doit être mis en œuvre rapidement et à l'échelle mondiale.

Le calcul est clair pour tous les participants : un Agenda 2030, 17 objectifs de développement durable (Sustainable Development Goals, SDGs) et 169 sous-objectifs doivent être mis en œuvre au cours des douze prochaines années. Lors de la table ronde de la KFPE, tous les représentants de la recherche, de la politique, de l'administration, des entreprises et des organisations non gouvernementales se sont accordés sur ce point. Il en va de même pour le manque de rapidité dans la mise en œuvre des objectifs. L'événement anniversaire de la publication des «Guide pour les partenariats transfrontaliers de recherche - 11 principes & 7 questions» a démontré à titre d'exemple que la transparence, l'information et les solutions sont nécessaires rapidement pour façonner et assurer un avenir durable pour tous les peuples du Nord et du Sud.

Pour rester tout à fait dans l'esprit de la recherche, les participants n'ont pas célébré la réussite passée des «11 principes», mais ont exigé une application cohérente dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2030. «Les chercheurs regardent vers l'avenir», a déclaré **Dominique Reber** en inaugurant la soirée. Raison pour laquelle il a été question non seulement des lignes directrices de 1998, mais surtout d'une liste de 75 projets qui répondent aux critères de la recherche prospective en matière de durabilité.

### Accélération et vitesse

Sur le plan international, la Suisse est souvent citée comme un exemple positif de durabilité sur les plans social, économique et écologique. En signant l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable, le pays s'est également engagé à assumer ses responsabilités dans le contexte mondial, a déclaré Dominique Reber au nom de la KFPE. Cependant, pour contribuer avec succès au changement global, la Suisse doit rendre ses politiques plus cohérentes et faire preuve d'une pensée intégrale. Au cours de l'événement, les participants ont souligné que le manque de rapidité était un défi central. Les 11 principes servent déjà de cadre d'évaluation pour les projets et constituent un exemple internationalement reconnu, novateur et souvent cité quant à la manière dont l'Agenda 2030 peut être mis en œuvre.

### Cadres sociaux et frontières planétaires

«Les fondements sont les cadres sociaux ainsi que les frontières planétaires qu'il ne faut pas franchir», a déclaré **Thomas Breu**, président de la KFPE au Centre pour le développement et l'environnement (CDE) de l'Université de Berne. La valeur ajoutée de l'Agenda 2030 réside avant tout dans son approche holistique et dans l'interconnexion des objectifs. Les défis mondiaux pour la politique, la société, l'économie et la science ne se limitent pas aux frontières nationales et exigent donc des partenariats transfrontaliers, a déclaré Thomas Breu.

«La recherche moderne doit montrer comment passer de l'état actuel à l'état souhaité de la société.» Par conséquent, la science doit aussi tenir compte des besoins et des connaissances de la société lorsqu'elle élabore des questions de recherche, a dit M. Breu. «Il existe d'innombrables bonnes approches dans le monde qui rendent le développement durable possible, la question est de savoir comment l'amener partout et l'adapter aux conditions locales ?»

### «Paradoxe de la recherche sur la durabilité»

**Antonio Loprieno** voit le paradoxe de la recherche sur la durabilité dans le système scientifique lui-même. Le président des Académies suisses des sciences et des Académies européennes (Allea) a déclaré dans son mot de bienvenue que les systèmes d'incitation du paysage scientifique pour la recherche d'excellence et la formation vont dans la direction opposée, tout comme les besoins de la recherche de durabilité. Il est fier que les académies, dans leur planification pluriannuelle jusqu'en 2024, aient fait des SDGs (Sustainable Development Goals) l'un de leurs trois thèmes prioritaires. En tant qu'organisation «bottom-up» de scientifiques, les académies ont une responsabilité et la prennent au sérieux, a souligné Loprieno.

### «Retour sur investissement» de la recherche sur la durabilité ?

Dominique Reber a fait appel à la fonction sociale et au rôle exemplaire des institutions académiques et s'est interrogé sur le «retour sur investissement» immédiat qui, pour de nombreux chercheurs, réside dans de longues listes de publications. «Où a lieu la recherche relativement complexe et moins glorieuse sur la durabilité et la transformation», s'est demandé M. Reber. Le délégué aux relations internationales de swissuniversities, **Herbert Binggeli**, a ouvert la discussion en conséquence : «Les universités, y compris les EPF, les hautes écoles pédagogiques et les hautes écoles spécialisées, se sont engagées à inscrire l'Agenda 2030 dans leur stratégie pour la période à venir du message relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation, y compris la recherche Nord-Sud». L'ambassadeur Thomas Gass a invité les scientifiques à montrer à la population que le développement durable dans le monde qui nous entoure est indispensable à notre prospérité en Suisse. L'Agenda 2030 est l'ADN de la coopération internationale, a déclaré le représentant de la Direction du développement et de la coopération (DDC). «Pour cela, nous avons besoin du soutien de la recherche pour une mise en oeuvre commune de la transformation», a-t-il encore déclaré.

**Thomas Pletscher** a appelé à un «changement de mentalité». Selon le responsable de la concurrence et des affaires réglementaires d'économiesuisse et secrétaire général de la CCI Suisse (Chambre de commerce internationale), la façon de penser doit changer fondamentalement. «Au lieu d'une stratégie de développement durable distincte pour le Conseil fédéral, ses objectifs législatifs devraient être durables dans l'ensemble», a déclaré M. Pletscher. Elle a besoin du "ton de la direction" : le Conseil fédéral et les équipes dirigeantes doivent montrer l'exemple en matière de développement durable et ne pas l'externaliser et la déléguer à des responsables du développement durable sous forme de papier ou autre. **Océane Dayer**, co-présidente du Réseau suisse pour des solutions de développement durable (SDSN), a ajouté que les pierres angulaires de la recherche sur la durabilité devraient servir de prisme pour évaluer la recherche. «Il n'y a pas de science qui ne sert à rien», affirme la spécialiste de l'environnement.

«La science doit créer des faits». La conseillère nationale **Rosemarie Quadranti** s'est opposée à l'idée d'apposer généreusement le timbre «durabilité» partout. «Comme nous n'avons qu'une seule planète, nous avons d'autant plus besoin de recherche Nord-Sud», a déclaré Madame Quadranti. De plus, il y a encore trop de guerres de positions en politique et en science, d'où un besoin de pression de tous les côtés. Thomas Pletscher a toutefois souligné un pas important dans la bonne direction : «Les budgets de la recherche doivent être plus fortement alignés, de manière à ce qu'ils contribuent davantage à la durabilité».